

# Propos sur la défense

ILS ONT DIT....

*Pour une défense européenne*

*par Bernard Kouchner, le Monde du 11 mars 2008*

*Cet article paru dans le Monde, signé du ministre des affaires étrangères et non du ministre de la défense, a pour objet de réitérer la volonté politique française de faire progresser l'Europe de la défense en se référant au Traité de Lisbonne. Il y est fait mention de la quinzaine d'opérations civiles et militaires déjà menées par l'Europe sans préciser la réalité de l'ampleur – assez minime – des Etats européens. L'EUFOR au Tchad est présentée finalement comme un succès car elle est commandée par un général irlandais assisté d'un adjoint polonais. 22 nations (Le Monde du 30 janvier 2008) contribueront au fonctionnement de la force mais seulement 9 pays donneront des forces sur le terrain. Les Français seront au nombre de 2 100 hommes sur 3 700 (soit 1 600 hommes pour les huit autres nations). La France veut à nouveau faire croire à cette défense européenne voulue par les Européens, en négligeant le peu d'intérêt notamment de ces Etats pour l'Afrique.*

*Cela devrait faire réfléchir sur les orientations du Livre Blanc et nos engagements en Afrique sans oublier les propos récents (voir Propos sur la défense n°6 et n°7 sur [www.defense-et-republique.org](http://www.defense-et-republique.org)) du président de la République. Le plus grave reste cependant ces objectifs d'une politique européenne de défense rappelés par le ministre des affaires étrangères : « sauver les milliers de vies menacées par des conflits, prévenir des guerres meurtrières, travailler à la reconstruction et à la réconciliation quand la communauté internationale n'avait pu les empêcher ». Heureusement que le rappel de la nécessaire existence de l'OTAN et du soutien américain est souligné. Finalement, l'Europe de la défense assurera les missions de maintien de la paix comme nos alliés nordiques avec un certain pacifisme humanitaro-centré – qu'il ne faut pas totalement rejeter -et l'OTAN avec les Américains assureront les missions sérieuses qui justifient pourtant une réelle politique de défense, les opérations de guerre.*

Pendant des mois, des années, nous nous sommes émus, impuissants, devant le drame du Darfour. Depuis quinze jours, en dépit des troubles au Tchad, l'Europe s'est donné les moyens de protéger les victimes et de reconstruire leurs villages dans l'est du Tchad. Sous l'impulsion de la France et grâce à l'effort de nos partenaires européens, l'Union européenne, en application d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies adoptée à l'unanimité, a lancé l'opération "Eufor". Les femmes violées ou assassinées dès qu'elles s'éloignaient de leur campement, les enfants affamés seront enfin assistés, secourus. Ce n'est pas un mince résultat. Je reviens de Goz Beïda, dans l'est du Tchad, et je n'oublierai pas l'accueil enthousiaste que les personnes déplacées et les réfugiés ont réservé aux soldats européens. Ces derniers non plus, j'en suis certain, malgré les risques et la mort du sergent Polin, dont je salue le sacrifice.

Le lancement d'une opération autonome de l'Union, en Afrique, dirigée par un général irlandais assisté d'un adjoint polonais et regroupant les troupes d'une quinzaine de pays illustre le chemin que nous avons parcouru pour construire l'Europe de la défense.

Celle-ci est désormais souhaitée et soutenue par des Etats qui, hier encore, demeureraient sceptiques. Nous travaillons à l'Europe de la défense depuis les années 1990. Les Européens devaient avoir les moyens militaires de leurs ambitions politiques. Comment pouvons-nous espérer peser dans une crise ou une négociation si nous ne pouvons pas nous faire respecter ?

*"L'Union doit avoir une capacité autonome d'action, appuyée sur des forces militaires crédibles, avec les moyens de les utiliser et en étant prête à le faire afin de répondre aux crises internationales", avait conclu le sommet franco-britannique de Saint-Malo en 1998. La politique européenne de sécurité et de défense inscrite dans le traité de Lisbonne nous permet enfin de répondre à cette exigence.*

Demain, si nous le voulons, l'Union européenne pourra pleinement assumer son rôle sur la scène internationale. Nul ne contestera que c'est un atout majeur pour la paix dans le monde. La quinzaine d'opérations, civiles et militaires, que l'Europe a déjà conduites, depuis 2003, dans les Balkans, en Afrique, au Moyen-Orient, en Afghanistan et jusqu'en Indonésie, en atteste largement.

Dans chacune d'elles, l'Union a été guidée par un seul idéal : sauver les milliers de vies menacées par des conflits, prévenir des guerres meurtrières, travailler à la reconstruction et à la réconciliation quand la communauté internationale n'avait pu les empêcher. Avec, à chaque fois, le souci de l'efficacité et du pragmatisme, avec ou sans le soutien direct des Américains.

Ce même pragmatisme conditionne les rapports de l'Union européenne avec l'OTAN (l'Organisation du traité de l'Atlantique nord). Dans certains cas, elle a utilisé ses moyens militaires propres, comme au Congo hier ou au Tchad et en RCA aujourd'hui. Dans d'autres, elle a eu recours au soutien de l'Alliance, en Bosnie par exemple. Désormais, d'ailleurs, dans un nombre croissant de crises, l'Union européenne et l'OTAN sont déployées ensemble sur le terrain.

Comment pourrait-il en être autrement quand 21 des 26 alliés de l'OTAN sont membres de l'Union et que 21 des 27 partenaires de l'Union européenne sont membres de l'OTAN ? Qui plus est, ce sont les Etats qui décident au cas par cas du cadre le plus approprié pour leur action. Et ce sont eux qui fournissent troupes et équipements : il n'y a donc pas d'armée de l'Union européenne, pas plus qu'il n'y a une armée de l'OTAN. Et chacun reste libre.

Cela suffit à démontrer qu'il n'y a pas compétition, mais au contraire complémentarité entre les deux structures. Cette vérité toute simple signifie que la défense européenne dépend de l'engagement de chaque Etat et que tous peuvent en prendre leur part. Cela suppose que l'ensemble des pays européens fasse les efforts nécessaires pour que la sécurité de tous ne soit plus seulement assurée ni financée par quelques-uns d'entre eux.

La France étant l'un des principaux contributeurs aux opérations de l'Union européenne comme de l'OTAN, elle a plus que d'autres intérêt à ce que les deux organisations travaillent mieux ensemble. Les positions exprimées par le président Sarkozy à l'automne 2007 sont sans ambiguïté : promoteur infatigable de la défense européenne, notre pays est en même temps, nul ne saurait l'oublier, un membre incontournable de l'OTAN, dont il a commandé les forces à plusieurs reprises, au Kosovo et en Afghanistan en particulier. Notre nouvelle approche de l'OTAN n'est pas un alignement, mais une dynamique européenne renforcée.

Certains prétendent que les Etats-Unis resteraient opposés à l'Europe de la défense, car celle-ci affaiblirait l'OTAN. Cela ne semble plus vrai. Les

récentes déclarations de hauts responsables américains, à Paris et à Londres, indiquent que Washington, conscient des défis que nous devons affronter ensemble, reconnaît la nécessaire complémentarité des deux organisations. La confiance se construit sur la durée et dans la réciprocité : notre ouverture à l'égard des Etats-Unis et le soutien américain à une Union européenne assumant ses responsabilités de manière autonome avancent de pair.

L'Europe de la défense et l'ancrage atlantique sont les deux volets d'une même politique de défense et de sécurité. Au nom des valeurs que nous avons en partage. La présidence de l'Union européenne, que la France exercera à partir du 1er juillet, doit permettre de créer un véritable espace de sécurité et de défense, de lutter contre le terrorisme et la prolifération, de renforcer notre sécurité énergétique et de préparer la mise en place des coopérations permanentes ouvertes aux Vingt-Sept prévues par le traité. Nous nous y emploierons avec détermination. Nous nous y préparons sous la présidence de nos amis slovènes. Ces progrès donneront tout leur sens à la rénovation de notre relation avec l'OTAN.